

## Discours Paris - 17 avril 2014

(Check against delivery)

Cher Jean-Christophe, merci

Chère Pervenche, chère Elena, cher Bohuslav,

Chers camarades, chers amis

Quelle émotion d'être ici, ce soir, avec vous, au Cirque d'hiver.

Ce cirque d'hiver est bien connu des militants socialistes. Je le connais bien, moi aussi, pour y être souvent venu:

La dernière fois, c'était pour un meeting de soutien à François Hollande. Il s'est exprimé devant vous, -devant moi-, et il a gagné.

Il y a un peu moins d'un mois, c'était au tour d'Anne Hidalgo. Vous l'avez soutenue, ici, et elle a gagné !

J'espère que ce lieu me portera, à moi aussi, chance ! (sourire)

**Chers camarades, chers amis,**

Je vous connais depuis des années, des dizaines d'années même pour certains comme mon amie Marylise Lebranchu.

Et vous, vous me connaissez comme l'Allemand qui parle un français appris sur le tas, le social-démocrate qui tonne -parfois-, aussi comme le chef du groupe socialiste au Parlement européen, comme l'artisan de majorités pragmatiques, unies dans des combats essentiels.

Mais certains ne me connaissent pas encore. Alors permettez-moi ce soir de vous parler de moi, de mon engagement, de ma détermination et de mes objectifs comme futur président socialiste de la Commission européenne.

Je suis le dernier d'une famille modeste de 5 enfants.

Mon père était policier et ma mère nous a élevés, mes frères et sœurs et moi-même.

Je suis né, 10 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans le triangle Aix La Chapelle-Liège-Maastricht. Cette zone, à cheval sur les frontières, si profondément européenne, a été déchirée lors des grands conflits du 20<sup>e</sup> siècle.

Cette guerre s'est achevée il y a moins de soixante-dix ans. Ça peut paraître loin pour les jeunes générations. C'est hier à l'échelle de l'histoire.

Cette histoire, c'est l'histoire de ma famille, c'est l'histoire de ma région. Elle a profondément marqué mon engagement politique. L'Europe, cette idée que d'anciens ennemis construisent une paix durable, sereine, m'anime depuis toujours.

### **Chers camarades, chers amis,**

J'aime la France. Et pas seulement parce que j'ai passé la plupart de mes vacances en Bretagne dans la baie de Morlaix ou à arpenter les rues de Paris.

Mon premier contact avec la France a marqué ma mémoire. Ce fut une rencontre forte et un amour violent qui ne s'est jamais démenti.

J'avais 16 ans, j'étais en échange scolaire dans un lycée de Bordeaux. Le premier soir, le père de la famille qui m'accueillait, un ancien résistant, a eu du mal à accepter le fils de l'ancien ennemi à sa table. Ses enfants ont su le convaincre et quand je les ai finalement quittés, nous avons tous les larmes aux yeux.

Je pourrais encore vous énumérer les gares traversées en train, en pleine nuit, pour arriver jusqu'à Bordeaux depuis la gare d'Austerlitz à Paris. Je les connais par cœur. Je connais aussi toutes celles que j'ai empruntées entre Aix La Chapelle et Paris.

Que de chemin parcouru...

Aujourd'hui, ce train traverse des territoires en détresse, de friches industrielles, des villes qui se sont laissé tenter par le populisme !

Cette situation est intolérable.

La France que j'aime attend que nous changions l'Europe !

### **Chers camarades,**

Comment regarder dans les yeux les cinq millions de jeunes Européens qui n'ont pas d'emploi ?

Comment regarder en face leurs parents, qui se sont saignés pour leur offrir la meilleure éducation possible ?

Cette génération, qui peine toujours plus à décrocher un emploi alors qu'elle est la mieux formée que l'Europe n'ait jamais connue, cette génération nous adresse un cri de désespoir.

J'ai été marqué par une rencontre avec une jeune Espagnole. Elle m'a raconté qu'elle avait envoyé 300 candidatures. 300. Elle n'a reçu que des "non", enfin (blasé) quand on a pris la peine de lui répondre. Voilà le sort des jeunes Européens aujourd'hui.

Chers camarades, permettez-moi de NOUS poser une question collective : Sommes-nous capables d'entendre leur désespoir? Sommes-nous toujours capables de ressentir la détresse de nos concitoyens? Sommes-nous encore sensibles à leur douleur, à leurs craintes, à leurs soucis?

C'est seulement si nous sommes en mesure de ressentir cette douleur que nos concitoyens nous referont confiance.

C'est seulement si nous sommes en mesure de ressentir cette douleur que nous mériterons cette confiance.

Alors, sommes-nous à la hauteur pour tendre la main à cette génération?

Nous n'avons pas le choix.

Il faut tout faire pour que cette génération ne soit pas une génération perdue. Il faut que cette génération reprenne espoir. Il faut qu'elle soit valorisée, qu'elle ait sa place dans la société.

Vous le savez peut-être, je n'ai pas fait d'études supérieures. Vous ne pouvez pas vous imaginer la joie, le bonheur, la fierté quand j'ai décroché un apprentissage chez un libraire. Un avenir s'offrait à moi. Je veux que tous les jeunes Européens ressentent cette fierté et cette joie. C'est pour cela que nous nous sommes battus, au Parlement européen, pour mettre en place ce que nous appelons la Garantie Jeunesse. Cet engagement des Etats que tous les jeunes puissent trouver un emploi, suivre une formation ou continuer des études. Nous devons maintenant la développer et la renforcer. Qu'elle soit une réalité pour notre jeunesse !

Notre Europe ne peut laisser aucun jeune sur le bord de la route. Je ne l'accepte pas. Je n'accepte pas que notre Europe dégage des milliards pour sauver les banques et rechigne à mettre la main à la poche quand il s'agit de nos jeunes. Je n'accepte pas que des parents, qui doutent déjà pour leurs propres lendemains, ne dorment plus la nuit en pensant au sort de leurs enfants.

Je le répète : sommes-nous en mesure de sentir cette souffrance, cette angoisse ?

Mes propres parents ont fait d'immenses sacrifices pour leurs enfants, pour que leur vie soit meilleure. Leurs efforts ont été récompensés. Aujourd'hui, nous demandons les mêmes sacrifices aux familles européennes et pourquoi ? Pour sauver des banques. Des banques irresponsables qui ne prêtent plus aux entreprises. Des banques qui préfèrent spéculer à tout va.

Il faut agir et vite. Je comprends ceux qui sont déçus par l'Europe. Ceux que l'Europe met en colère. Je les comprends car les Européens souffrent. Je partage leur souffrance et leur désespoir.

La crise économique a dévasté l'Europe. Une spirale infernale s'est mise en place. Moins d'emplois, moins de revenus pour les citoyens comme pour les États, moins de dépenses sociales, moins d'espoir dans l'avenir, moins d'espoir dans la politique et dans l'Europe.

Aujourd'hui, plus de 26 millions d'Européens sont à la recherche d'un emploi.

Aujourd'hui, 120 millions d'Européens sont en situation ou exposés au risque de pauvreté.

La crise n'a pas seulement nourri le désespoir, elle a attisé la haine. La haine envers les autres, la haine envers les étrangers, la haine envers soi-même.

Alors, oui, la souffrance des Européens m'indigne. Mais je veux leur dire que la réponse n'est pas "non" à l'Europe. La réponse est "oui" à une meilleure Europe. La réponse est "oui" à une Europe qui protège les Européens. La réponse est "oui" à une Europe qui se bat sur la scène internationale !

Ce n'est pas en écoutant les fausses promesses des populistes, ceux qui veulent détricoter l'Europe en dépit du bon sens, qu'on bâtira une France plus forte. Ce n'est pas en croyant ceux qui font de l'Europe la coupable de tous les problèmes, l'euro le responsable de toutes les peines, les étrangers l'origine de toutes les haines que nous nous en sortirons.

C'est en votant socialiste que nous porterons l'Europe et avec elle la France plus haut !

### **Chers camarades, chers amis,**

Prenons un peu de recul.

Que nous disent les Ukrainiens qui brandissent le drapeau européen? L'Europe est synonyme de paix, de respect, d'espoir. C'est pour cela que nous voulons remettre l'égalité, la solidarité, la prospérité de tous et pour tous au centre de l'action européenne.

La gauche doit redonner confiance en l'Europe. Ce ne sera pas simple après 10 années de droite en Europe. Ce ne sera pas simple après 10 années qui ont nourri la méfiance des Européens envers les institutions (européennes), qui ont abîmé la crédibilité de ses engagements, qui ont transformé, aux yeux des Européens, ses actions en diktats de certains Etats membres envers d'autres.

L'Europe ne peut plus être synonyme de moins, moins d'avenir, moins d'emplois, moins de pouvoir d'achat, moins de sécurité. Elle doit être synonyme de plus. Elle doit être synonyme de mieux. Des décisions, comme le sauvetage sans conditions des banques, ont creusé le fossé entre les Européens et les institutions.

Nous dissertons à longueur de journée sur des milliards d'euros pour sauver les banques. 30 milliards pour telle banque, 70 milliards par tel fonds, 300 milliards pour tel pays. Nous ne parlons plus qu'en milliards. Pourtant, rien qu'un seul million est pour nous une somme énorme, inimaginable ! Et pour l'immense majorité de nos concitoyens, 1 000 euros sont un horizon indépassable !

Alors j'entends ceux qui disent que les électeurs se sont détournés de l'Europe. Mais je leur réponds : est-ce que ce n'est pas l'Europe qui s'est détournée des citoyens ?

Nous devons combler ce fossé. L'Europe doit être au service des citoyens. L'Europe doit être proche des citoyens.

C'est comme cela que nous pourrons avancer. Comme par exemple avec l'Union bancaire. C'est une grande victoire du Parlement européen. L'Union bancaire va permettre de surveiller les banques, d'éviter qu'une nouvelle crise causée par des spéculateurs ne jette sur la paille les petits épargnants et ne mette à contribution les contribuables.

Mais pour faire avancer l'Europe, nous devons travailler ensemble ! Pour avancer, il faut cesser de traîner des pieds, comme la droite a su si bien le faire en matière d'évasion fiscale !

Vingt pays sont aujourd'hui dirigés par des gouvernements de gauche ou incluant la gauche. Je répète : 20 pays. Fini le temps où nous étions ultra-minoritaires. C'est une chance pour donner une nouvelle orientation à l'Europe ! C'est une chance aussi pour la France. Saisissons-là !

L'Europe a besoin de la France. La France a besoin d'une Europe qui la soutient, pour redevenir un moteur de notre économie et de l'intégration. Et pas d'une Europe qui contraint.

**Chers camarades, chers amis,**

Quels sont mes objectifs ?

Moi président de la Commission, je donnerai la priorité à la lutte contre le dumping social au sein même de l'Europe. La liberté de mouvement est une de nos richesses, une de nos forces. Elle ne doit pas être exploitée par des employeurs peu scrupuleux mais, au contraire, respectée !

Nous avons fait un premier pas en renforçant la directive sur le détachement des travailleurs, en améliorant les contrôles pour supprimer les abus. Mais il faut aller plus loin et remettre cette directive à plat ! Je m'engage à faire réécrire ce texte si nous gagnons les élections !

Il faut instaurer un salaire minimum, dans chacun des pays membres, bien évidemment proportionnel au PIB de chaque Etat. Ce n'est pas un objectif inatteignable, regardez, même en Allemagne nous y sommes parvenus ! C'est une avancée portée par les socio-démocrates et j'en suis fier.

Le dumping social marche souvent de pair avec un dumping fiscal. Je vous le demande, est-il normal, est-il décent qu'un géant de l'internet exfiltre ses profits dans un pays où les taxes sont moindres ?

Moi, président, j'imposerai un principe simple : le pays du profit sera le pays de la taxe ! Toutes les grandes entreprises qui s'arrangent pour fuir leurs responsabilités fiscales seront logées à la même enseigne que les petites et moyennes entreprises, que les gens qui payent honnêtement leurs impôts.

Voilà une façon simple de retrouver de l'équité, du respect ! C'est ça la justice fiscale au service d'une justice sociale.

Et à ceux qui disent "la gauche, la droite, c'est la même chose", je veux répondre :

Faites votre choix. Regardez les propositions des candidats. Moi je propose de fermer les paradis fiscaux à l'extérieur de l'Europe, mais aussi à l'intérieur de l'Europe. Que proposent, concrètement, les autres partis? Posez-vous la question.

Alors je ne vais pas aussi loin que le représentant de l'UMP Laurent Wauquiez, qui plaide pour un retour à l'Europe des pères fondateurs, mais sans le Luxembourg. Loin de moi l'idée d'exclure le Luxembourg ! Je salue au contraire les premières réformes bancaires du successeur de Jean-Claude Juncker, M Xavier Bettel.

Notre combat européen ne se définit pas seulement contre des menaces et des dérives, mon principal combat sera de recréer les conditions de la croissance.

Les PME sont notre richesse. Elles sont l'orgueil de nos territoires. Je le sais bien : une de mes plus grandes fiertés est d'avoir transmis une entreprise solide, ma librairie, à une de mes employées.

Il faut donc donner aux PME les capacités d'avancer, il faut les soutenir en leur assurant de meilleures conditions d'accès au crédit, les protéger face à la mondialisation.

Un autre mais essentiel chantier sera de mettre fin aux disparités salariales femme-homme. J'ai reçu ce matin, la charte pour l'égalité promue par Najat Vallaud-Belkacem. C'est un combat essentiel, c'est un combat pour une société meilleure, c'est un combat pour les socialistes ! Je refuse, qu'en 2014, ma fille, à compétences égales, soit moins bien payée que mon fils!

### **Chers camarades, chers amis**

Le rayonnement, l'influence de la France dans le monde passent par l'Europe, vous le savez.

Nous, responsables européens, devons donner toute notre attention à la défense de nos valeurs et nos intérêts, dans le monde. L'ouverture de nos marchés ne doit pas se faire au détriment d'acquis arrachés par nos prédécesseurs au prix de luttes sociales et civiques.

Il faut aussi protéger nos données personnelles. Pour qu'une puissance étrangère ne puisse mettre impunément le nez dedans, pour qu'une puissance économique n'y pioche avidement. Pour cela, je vous propose une charte des droits numériques !

Vigilants ne veut pas dire méfiants, fermes ne veut pas dire hostiles.

Rejeter tout accord de libre-échange, comme le promettent certains, surtout en France, n'avance à rien. Alors que ces élections pourraient voir leurs troupes grossir, je rappelle à tous que cela ne nous rendrait pas plus forts contre les États Unis. Il ne sert à rien de partir divisés.

C'est ensemble que l'on pourra peser et qu'on veillera à garantir des standards sociaux et environnementaux compatibles aux nôtres. C'est ensemble qu'on défendra les droits des consommateurs et la protection des données personnelles ! Réclamons pour cela une plus grande transparence dans les négociations. Réclamons que le mandat de négociations soit rendu public!

Ensemble, nous pouvons beaucoup. Divisés nous ne pouvons rien.

Sur ces grands chantiers, l'Europe fait la différence.

La Commission ne peut plus perdre son temps. La Commission ne doit plus chercher à réglementer tous les aspects de la vie des Européens. Elle doit se concentrer sur des domaines d'actions prioritaires.

Ils sont nombreux: la croissance, la protection de l'industrie européenne dans la mondialisation, la maîtrise du changement climatique et la protection de l'environnement, une finance au service des citoyens et non des marchés financiers.

### **Chers camarades, chers amis,**

J'ai appris une leçon essentielle en étant 10 ans maire d'une ville en Allemagne: ce qui peut être fait au niveau local doit être fait au niveau local. Plus une décision est prise proche des citoyens, mieux elle est acceptée.

Ce n'est pas à Bruxelles de se mêler de la gestion de l'eau, mais au niveau local, régional ou national. En revanche, la Commission peut encourager des critères plus ambitieux pour protéger l'environnement. C'est son rôle et c'est en prenant, ensemble, des décisions au niveau européen qu'on peut faire la différence. C'est l'approche qu'avait un grand Président de la Commission, un grand socialiste français, Jacques Delors, auquel je souhaite ici témoigner toute mon admiration.

La situation en Europe est grave, elle nécessite une action rapide et efficace. Elle doit se concentrer sur ses domaines de compétence et aider les Européens à sortir de la crise.

Mais il faut aussi que les décisions soient compréhensibles pour les citoyens. Elles doivent être plus transparentes, plus démocratiques. Il faut que les citoyens sachent qui décide de quoi et, par conséquent, qui est responsable de quoi. La Commission doit être responsable devant le Parlement de ses décisions. Des instances opaques comme la Troïka –qui sont, il faut le rappeler, des structures ex nihilo n'ayant rien à voir avec les institutions de l'Union-, ces instances ne doivent plus pouvoir agir sans aucun contrôle démocratique alors qu'elles mettent les peuples à genoux.

Comme parlementaire européen, comme chef de groupe des socialistes européens, comme Président du Parlement européen, j'ai œuvré pour que la parole des citoyens soit mieux entendue. Le Parlement a gagné en pouvoir, en visibilité. Je me battraï pour que ces acquis ne soient entamés. Je me battraï pour que la Commission soit toujours plus responsable devant les Européens, et donc devant le Parlement européen.

Pour accomplir cela, j'ai besoin de vous.

Ces élections sont différentes. Pour la première fois, les Européens peuvent voter pour une majorité qui élira le président de la Commission. J'ai besoin de vous pour mettre en valeur cette avancée. J'ai besoin de vous pour rappeler que le prochain

président ne sera pas désigné derrière des portes closes, mais à l'image du vote des Européens !

Alors je vous invite à aller voter. Et je veux dire, à tous ceux qui doutent, qui se sont éloignés de leurs convictions: il est temps de rentrer à la maison. Il est temps de soutenir notre projet pour l'Europe. Il est temps de voter socialiste.

Les populistes savent exploiter les frustrations, la colère légitime des Français envers l'Europe. Mais ils ne proposent rien. Pour chaque problème, ils ont un bouc émissaire mais ils n'ont jamais de solution concrète. Leurs propositions peuvent paraître séduisantes mais elles sont vaines.

À ceux –et surtout celles- et plus particulièrement à Marine Le Pen, qui ne veulent débattre qu'avec des interlocuteurs français, je réponds :  
Vous siégez au Parlement européen depuis 10 ans, et vous n'avez aucun bilan à défendre. Vous ne faites qu'occuper un siège aux frais des contribuables. Vous avez peur de débattre avec des hommes et femmes politiques européens qui réfuteront vos arguments populistes! La seule chose que vous faites, c'est instrumentaliser ce scrutin à des fins politiciennes!

Si on veut changer l'Europe, cela ne sert à rien de voter pour ces populistes. C'est un vote perdu : ils ne participeront jamais au travail pour relancer l'Europe. Leur implication au Parlement restera toujours aussi nulle.

A vous, camarades, je vous le demande, j'ai besoin que vous soyez mobilisés.

Mobilisés comme les militants du Parti Socialiste Européen, que je remercie ce soir pour leur travail, et qui vont m'accompagner pendant cette campagne.  
Car ce soir, c'est le début d'une tournée européenne qui nous emmènera à travers toute l'Europe !

J'ai besoin que vous mobilisiez, autour de vous, dans votre quartier.  
Il faut que vous encouragiez chacun à voter. Pour choisir l'Europe que vous voulez, que nous voulons. La victoire est possible, alors au combat ! Pour une nouvelle Europe !